

Refondation de l'État : Le projet de cadre stratégique et son plan d'actions adoptés

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 18 MARS 2022

1060

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

The logo for RFI (Radio France Internationale) consists of the lowercase letters 'rfi' in a white, stylized font on a red square background.The logo for France 24 features the words 'FRANCE' and '24' in white, bold, uppercase letters on a blue square background. Below the text are three white, curved lines representing a globe or signal waves.

RFI et de France 24 suspendus au Mali

La confrontation

Mali- France se durcit ?



Relations franco-maliennes : La société civile largement soutenue



Le PM à Ségou : Les opérateurs invités à approvisionner régulièrement le marché



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

17 Mars
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

905

Nouveaux cas confirmés

06

Nouveaux guéris

02

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

06 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
32 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 439

Guéris

29 592

Décès

727

dont 69 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.25



/ Une /

RFI et de France 24 suspendus au Mali : La confrontation Mali- France se durcit ?

P.5

/ Brèves /

Lutte contre le terrorisme : Plus d'une dizaine de terroristes tués et des armes récupérées par les FAMA

P.12

Mauritaniens disparus au Mali : Des experts mauritaniens à Bamako

P.12

Barrage de Sélingué : La réalisation remise en question par un réseau de journalistes

P.13

Au Mali : La junte ordonne la suspension de la diffusion de RFI et France 24

P.13

Journée Mondiale de l'Eau : Tous engagés pour un monde durable

P.14

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali suite à la suspension de la diffusion de Rfi et de France 24 par le Gouvernement de Transition du Mali.

P.14

/ Actualité /

Journée Mondiale de l'Eau couplée au Forum mondial de l'Eau : Les acteurs s'engagent pour la réussite des deux événements

P.17

Cercle de Bourem : La MINUSMA investit plus de 500 millions de Francs CFA

P.18

/ Politique /

Embargo sur le Mali : La CEDEAO prise à son propre piège !

P.20

Sanctions de la CEDEAO et Ramadan : Des consommateurs craignent une explosion des prix des produits

P.21

Relations franco-maliennes : La société civile largement soutenue

P.22

Le PM à Ségou : Les opérateurs invités à approvisionner régulièrement le marché

P.23

Accord d'Alger : Le jeu de cache-cache des groupes armés du Nord

P.25

Refondation de l'État : Le projet de cadre stratégique et son plan d'actions adoptés

P.27

/ Culture & société /

Bamako : Veille de Ramadan ou la saison des mariages

P.29

/ International /

Grâce à la guerre en Ukraine : Boris Johnson se débarrasse pour le moment du scandale «Partygate»

P.30

Guerre en Ukraine : L'Afrique s'organise face aux risques de crise alimentaire

P.30

/ Sport /

Coupe du monde 2022 : La liste du Maroc pour les barrages face à la RDC

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



RFI et de France 24 suspendus au Mali

La confrontation Mali- France se durcit ?

Le gouvernement de la République du Mali a engagé une procédure, « conformément aux lois et règlements en vigueur au Mali », pour suspendre, jusqu'à nouvel ordre, la diffusion de Rfi en ondes courtes et en FM, et de la télévision France 24, ainsi que toutes leurs plateformes digitales sur toute l'étendue du territoire national. Ceci, après avoir rejeté « catégoriquement des fausses allégations contre les vaillantes FAMA. Nombreux sont nos compatriotes qui ont accueilli cette mesure avec joie. Mais en vérité, faut-il vraiment se réjouir de cette mesure ? Cette décision fait suite à un reportage diffusé, les 14 et 15 mars, dans lequel RFI affirme avoir donné la parole à des victimes présumées d'exactions qui auraient été commises par l'armée malienne et le groupe privé russe Wagner. Le gouvernement, à travers le ministre de l'Administration Territoriale, le Colonel Abdoulaye Maiga, annonçait déjà la couleur en rejetant "catégoriquement ces fausses allégations contre les vaillantes FAMA", et "engage une procédure pour suspendre jusqu'à nouvel ordre la diffusion de RFI et France 24". Moins de 24 heures après, il n'était plus possible de capter ces deux or-

ganes de France Médias au Mali. Face à cette mesure, le Centre d'Information Gouvernementale du Mali (CIGMA) publiait un communiqué à l'intention de tous les acteurs de la communication gouvernementale. « Le gouvernement vient de décider, souverainement, d'engager la procédure pour suspendre, jusqu'à nouvel ordre, la diffusion de RFI en ondes courtes et en FM, et de la télévision

France 24, ainsi que toutes leurs plateformes digitales, sur toute l'étendue du territoire national. Subséquemment, le gouvernement interdit aux médias nationaux (à toutes les radios et télévisions nationales, ainsi qu'aux sites d'informations et journaux maliens), la reprise des contenus publiés et diffusés de RFI et de France 24.

En tant qu'acteurs de la communication gou-



vernementale, notre mission est de rendre visibles et lisibles les actions et les prises de position du gouvernement. Pour ce faire, nous nous devrions de partager celles-ci, afin de mieux les diffuser auprès de notre opinion publique et de l'opinion publique internationale. Au service de l'État, nous ne sommes pas des journalistes tenus à une confraternité, mais des communicateurs au service d'un pays en crise, qui doit tout faire pour conjurer les démons de la haine ethnique, religieuse et régionale », a indiqué Sambi Touré, qui a par ailleurs invité chacun et chacune à faire preuve d'une grande vigilance et d'une perspicacité au bénéfice de l'action gouvernementale.

Des réactions un peu partout...

Dès l'annonce de la mesure, France Médias, maison mère de RFI et de France 24, a fait part de son regret et de sa désapprobation et annoncé user de tous les moyens légaux pour empêcher cette suspension. Le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian a lui déploré « ces mesures » qui constituent des « atteintes graves à la liberté de la presse ». Il estime par ailleurs être inquiet concernant les « graves allégations d'exactions qui auraient été commises dans le centre du pays, qui ont été documentées de manière indépendante, et qui ne sauraient être passées sous silence ».

L'Union Européenne juge, elle, « inacceptable » la décision de la junte malienne de suspendre la diffusion de RFI et France 24 sur la base d'« accusations infondées ». « Nous avons vu les annonces faites par le gouvernement malien de suspendre RFI et France 24. Nous considérons que c'est inacceptable. Nous déplorons cette décision et les accusations infondées », a déclaré la porte-parole de la diplomatie européenne, Nabila Massrali, lors d'un point presse, en déplorant une « fuite en



avant » de la junte. Reporters Sans Frontières a lui aussi condamné vigoureusement la suspension de RFI et de France 24 par le gouvernement du Mali.

« RSF condamne fermement la suspension de RFI et de France 24 ordonnée par la junte au pouvoir. Il s'agit d'une attaque contre la liberté et l'indépendance de l'information qui privera les Maliens de médias importants et ne fera que renforcer l'ostracisation du pays. Depuis le début de l'année, un journaliste de Jeune Afrique a été expulsé, un nouveau système d'accréditation intrusif et attentatoire au secret des sources a été mis en place et des pressions ont été exercées pour un « traitement patriotique » de l'information », indique RSF.

« **Les agissements de RFI et France 24** » ont beau fait de ressembler « **aux pratiques et au rôle tristement célèbre de la radio "Mille Collines"** », qui avait encouragé le génocide au Rwanda en 1994, nous pensons que la mesure est précédent fâché, surtout qu'elle assortie d'interdiction pour les médias maliens de diffuser ou de publier des émissions et articles de presse de RFI et de France 24. La mesure est sévère et peut s'avérer improductive, car elle n'arrêtera sans doute pas les deux organes de parler du Mali.

Par ailleurs, le gouvernement malien pouvait se passer d'une telle mesure, dans la mesure où il disposait de beaucoup d'autres mécanismes pour se faire entendre (droit de réponse, recours judiciaire...). Par ailleurs,

interdire aux médias maliens de diffuser ou de publier des émissions et articles de presse de RFI et de France 24 est en soi une atteinte grave à la liberté de la presse au Mali, acquise pourtant de hautes luttes et pour laquelle beaucoup de maliens sont morts lors des événements de Mars 1991.

La réaction la plus attendue était celle de la Maison de la Presse. Sans son communiqué « **La Maison de la Presse du Mali prend acte de la décision de suspension de la diffusion de RFI et de France 24 par le gouvernement de transition. La Maison de la Presse souhaite que cette décision inédite s'inscrive conformément aux lois et règlements en vigueur au Mali notamment la saisine de la Haute Autorité de la Communication (HAC). La Maison de la Presse invite à nouveau tous les médias nationaux et étrangers à davantage de RESPONSABILITÉ et d'œuvrer à soutenir les Forces Armées et de Sécurité dans le noble combat contre le terrorisme. La Maison de la Presse reste déterminée à défendre la liberté de la Presse dans le cadre des intérêts supérieurs du Mali** ».

Aujourd'hui, c'est RFI et France 24... A qui donc le prochain tour ? La question est essentielle, car jusqu'au moment où mettait sous presse cet article aucun groupement patronal de la presse malienne n'avait réagi à la mesure du gouvernement.

■ Yama DIALLO

France
■ médias ■
monde

Macky Sall



À la veille de la visite à Bamako du Médiateur de la CEDEAO, je me suis entretenu ce jour avec le Colonel Assimi Goita, Président de la Transition du Mali. Je soutiens la reprise du dialogue pour une solution négociée de la crise au Mali.

Primature du Mali



CULTURE: CLIN D'OEIL AUX ARTISTES

Le Premier ministre a remis aujourd'hui un Orchestre complet au groupe DOULENKAN de Ségou. Estimé à 3 millions deux cent cinquante mille francs cfa ce matériel de musique a été remis à Mohamed Diawara musicien du groupe. Un geste certes symbolique mais qui traduit cette volonté d'accompagner les acteurs culturels dans leur mission de promotion de la culture malienne.



Wakat Séra



Le nouvel entraîneur du Burkina Faso, Oscar Barro a son idée de comment tirer le meilleur du leader technique et capitaine des Etalons, Bertrand Traoré. Face à la presse, ce jeudi 17 mars 2022, où il a communiqué sa liste des 29 joueurs pour les matchs amicaux, le technicien burkinabè a expliqué comment il compte utiliser le n°10 du Onze national. Coach Barro est également revenu sur la sélection de Bryan Dabo et son choix de ne pas faire appel à Aboubacar Bayoué Sawadogo.



MALI Infos "ANW KO MALI"



Membre du CNT et prenant comme salaire 2.200.000F/mois, Amina Fofana Official demande de l'aide aux maliens dont 90% gagnent 10 fois moins que ce qu'elle gagne par mois.

La raison, la pompe de son forage est en panne et elle n'a plus d'eau chez elle. Elle doit aller chercher de l'eau à quelques pas de son étage bien bâti dans un autre forage.

Combien de maliens n'ont même pas accès à l'eau potable?

Combien marchent pendant des heures et se lèvent dès l'aube pour avoir de l'eau ? Quelle qualité pour notre CNT !?

C'est elle qui normalement doit interpeller le gouvernement pour soulager ces braves femmes qui demandent au contraire de l'aide aux citoyens. C'est le monde à l'envers.

En attendant, son mouvement Yerewolo debout sur les remparts l'a suspendue.

#Mali_infos_anw_ko_Mali



Rouge&Bleu



Kylian Mbappé pourquoi veux-tu partir au Real Madrid ?

Perez fait de Haaland sa priorité, est-ce que tu veux être le numéro 2 à Madrid ou être une légende, le plus grand joueur de l'histoire du foot à Paris ?

Est-ce que tu veux partager le nombre de buts avec ton concurrent direct pour les 20 prochaines années ou être le seul leader d'un club de foot ?

Est-ce que tu accepteras que la lumière soit mise sur le norvégien quand tu auras des moments de faiblesse ?

Au PSG, tu as ramené la Coupe du Monde pour ton pays, au PSG tu es allé en finale de Ligue des Champions, nous n'avons pas le palmarès ni l'histoire des merengues mais on a et on aura une histoire

légendaire !
 Reste à nos côtés, deviens celui que tu dois être.



Moussa Mara Yelema



J'ai reçu quelques diplomates en ce jeudi 17 mars.

D'abord son excellence Barry LOWEN, nouvel ambassadeur du Royaume Uni (Grande Bretagne et d'Irlande au Mali). Il a été question avec lui l'actualité internationale mais également de discussions sur la situation socio-politique du pays et des rôles que devrait jouer la communauté internationale en vue de la sortie de crise. Ensuite son excellence Bart OUVRY, ambassadeur de l'Union Européenne au Mali. Avec lui, j'ai échangé sur les voies et moyens d'accompagnement de la transition afin qu'elle puisse répondre aux attentes placées en elle.

Les préoccupations sécuritaires et de respect des droits de l'homme ont également été abordées.

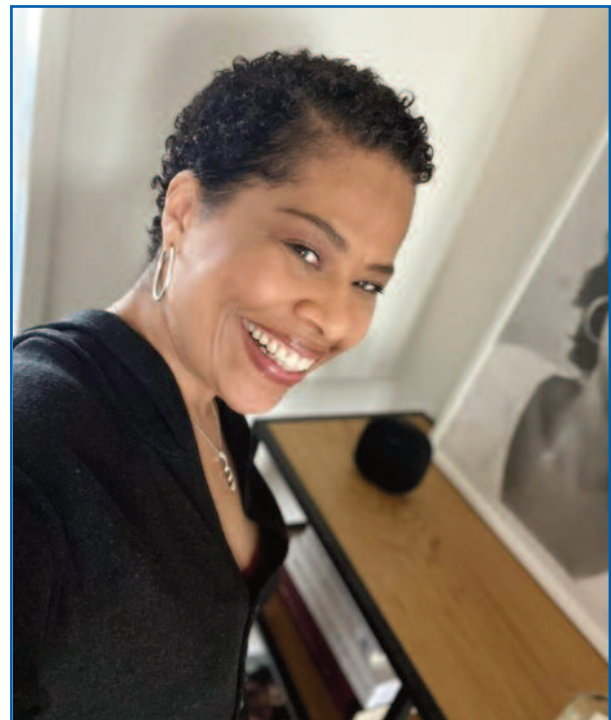


Nathalie Yamb



LA FOLIE

L'Union européenne, qui a banni les médias russes RT et Sputnik de tout l'espace européen, a le culot de juger inacceptable le bannissement de Radio Fausses Informations (RFI) et France 24 du Mali. Made my day!
 Merci à Assimi Goïta pour cet acte de salubrité publique
 Soyez en poste demain pour ma video...
 #LaDameDeSochi



L'Union européenne au Mali



L'UE, fière de contribuer au développement du monde rural par la création d'emplois dans les filières porteuses !

Après 5 années de mise en œuvre, le Projet d'Appui à la Filière Anacarde au Mali - PAFAM prend fin. L'Ambassadeur de l'UE au Mali, Bart Ouvry a pris part à la cérémonie de clôture aujourd'hui.

Le projet d'Appui à la Filière Anacarde du Mali laisse derrière lui de nombreuses réalisations et résultats :

- Des milliers d'hectares d'anacardières nouveaux
- Plus de 15 000 emplois créés
- 78 coopératives de production et transformation solides à leur base et expertes dans la filière
- Des unités de transformation de la pomme et des magasins de stockage
- Des centaines de milliers de personnes sensibilisées de près et de loin aux bienfaits nutritionnelles de la consommation des produits

d'anacardiens

- Un label Malien du Cajou
- L'Interprofession de l'Anacarde – #IPROFAM – accompagnée par le projet dans sa reconnaissance juridique pleine
- Une Stratégie Nationale pour le Développement de la Filière Anacarde.

Tout cela, grâce à une collaboration exemplaire avec le Ministère du Développement Rural et AECID

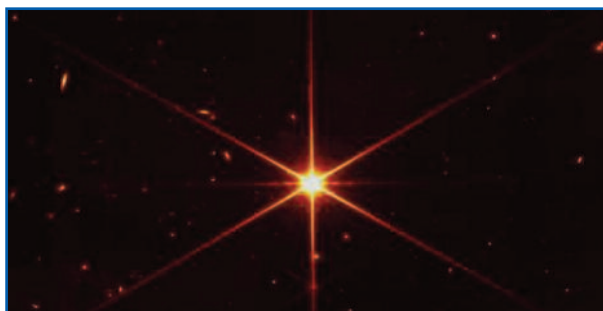
Visionnez le film de capitalisation du projet pour en savoir plus : <https://www.youtube.com/watch?v=78P8>



■ Courrier international



La Nasa a dévoilé la première photo entièrement focalisée d'une étoile prise par le télescope James Webb. Le résultat est spectaculaire. L'instrument fonctionne aussi bien que les astronomes l'avaient rêvé.



■ YBC-Communication



Dieu console les familles et leurs camarades d'armes . Repos éternel vaillant soldats nous sommes fière de vous.

.....
Nous avons accompagné à leurs dernières demeures, nos 13 compagnons d'armes tombés dans l'embuscade sur l'axe Tougouri - Tarparko en debut d'après-midi de ce jeudi 17 Mars 2022.
Paix à leurs âmes!

" On vous vengera , ou on vous rejoindra !!! "

La partie ou la mort, Nous vaincrons!
Gendarmerie nationale du Burkina.
Burkina Fasso



■ Casimir Sangala



Nouvelle étude sur la covid-19 aux États-Unis : pas de transmission possible par les surfaces contaminées.

■ Awa Sylla



Je dis oh mon chéri Macky Sall va passer par la Mouritanie Wa où par deh.
L'Embargo n'est pas levé deh.....

■ Mali Actu



Le mardi 15 mars 2022, s'est tenu à la DFA communication le lancement commercial de la révolution eSim. L'objectif principal de ce lancement est de faire savoir aux utilisateurs de smartphones de dernière génération qu'ils peuvent avoir sur le même téléphone un second numéro par scan d'un QR en puce virtuelle.



■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

ACTIVITE DU CSDM

Forum Maroco Malien des Diasporas pour la Mobilisation des Compétences et l'Investissement Productif

Les membres du CSDM participent activement aux activités du forum.

Le Sg du CSDM Washington Mr Baby a animé avec d'autres personnalités la Plénière N° 4: Partenariat Diaspora - Privé - Etat, pour une plus grande contribution des diasporas au développement de nos pays.

Donc la communication introductive a été faite la Marocaine Mme Mounia Haoudi Marzak, Directrice de la Communication et mobilisation des compétences des marocains, Département Marocains Résidents à l'étranger.



■ Salif Keita Official Fan Page



Cette photo me touche beaucoup. Il n'y a pas plus courageuse et travailleuse que certaines femmes africaines. Souvent elles sont laissées à s'occuper toute seule de leur foyer. Il est temps que certaines choses s'améliorent et que les hommes soient obligés de les soutenir pour le bien des générations futures.

#droitsdesfemmes

#moisdelafemme

#LaFemmeAfricaine



■ Malick Blé Diakité



Un responsable de parti qui oeuvre pour le bonheur des citoyens c'est tout simplement son excellence Yeah Samake.

Le duo Z et yeah est gagnant pour le mali.

Le PACP, un parti humanitaire diriger c'est vraiment servir.



L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Lutte contre le terrorisme : Plus d'une dizaine de terroristes tués et des armes récupérées par les FAMA



L'État-major Général des Armées, à travers la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), a produit un communiqué, le 15 mars 2022, sur les actions menées sur le terrain dans le cadre du plan Maliko et de l'opération Kélétiogui. Plus d'une dizaine de terroristes tués, des armes et des téléphones récupérés. Ce sont là les résultats obtenus à la suite de ces opérations.

Le communiqué indique que les Forces Armées Maliennes (FAMA) continuent leurs missions de recherche et de destruction des sanctuaires terroristes dans le cadre du plan Maliko et de l'opération Kélétiogui. Depuis le dernier communiqué hebdomadaire datant du 09 mars 2022, les actions majeures face à un ennemi en débandade, tentant de se réorganiser se sont résumées comme suit :

Les FAMA ont mené, le 13 mars 2022, des opérations aéroterrestres dans le secteur de Ménaka, suite aux attaques terroristes contre les populations. Les frappes aériennes sur les zones refuges ont permis de desserrer l'étau et briser l'élan des groupes terroristes dans les zones de Ménaka, Anderaboukane, Inchinana, harodi, Infokaratène, In Araban, Tabankort, Tamalet, avec de nombreuses pertes infligées dans leurs rangs. Du 8 au 15 mars 2022, les opérations dans la localité de Diabaly, précisément à Bekaye-Wéré, région de Ségou, ont permis de neutraliser 01 terroriste, récupérer 01 PM et détruire 05 sacs d'engrais. 06 suspects appréhendés ont été libérés après identification.

Suite aux tirs de mortier sur l'emprise de Boni, la patrouille FAMA, sortie pour une reconnaissance offensive, est tombée dans une embuscade dans la forêt de Sema. Le bilan fait état de 12 terroristes tués, 02 pick-Up, 02 mitrailleuses 12.7, 03 PKM et 10 PM récupérés.

Dans la région de Sikasso, les patrouilles ont été menées dans la localité de Tandio, suite à des informations indiquant le retour de certains éléments des GAT dans le secteur. 01 terroriste a été neutralisé, 01 arme et une moto récupérée. La patrouille kélétiogui, lors de la reconnaissance offensive, le 11 mars 2022, dans la localité de Goumbou, région de Nara, a neutralisé 02 terroristes, récupéré 02 AK-47 et 04 téléphones portables. Par ailleurs, le chef d'État-major Général des Armées rassure les populations que les FAMA, dans leur montée en puissance, ne ménageront aucun effort pour la protection des populations et des biens, la

Mauritaniens disparus au Mali : Des experts mauritaniens à Bamako



Une délégation d'experts mauritaniens est arrivée mercredi soir à Bamako afin de participer à une mission pour tenter d'élucider les disparitions récentes de plusieurs Mauritaniens au Mali, a annoncé le ministère mauritanien de l'Intérieur.

L'arrivée de cette délégation mauritanienne – composée de militaires et de gendarmes, selon une source sécuritaire – intervient après que le Mali et la Mauritanie sont convenus samedi de tenter d'élucider les disparitions en établissant une mission conjointe. L'incident avait provoqué la crispation de Nouakchott au moment où la junte malienne, sous pression internationale, tâchait de renforcer les liens. La junte malienne a envoyé vendredi et samedi à Nouakchott une délégation menée par son ministre des Affaires étrangères Abdoulaye Diop pour tenter d'apaiser les autorités mauritaniennes. Il s'agit pour les colonels de contrer l'embargo imposé en janvier par l'organisation des Etats ouest-africains CEDEAO pour sanctionner leur projet de se maintenir encore plusieurs années au pouvoir. La Mauritanie, qui ne fait pas partie de la CEDEAO, a gardé sa frontière ouverte. "Sur les lieux de l'incident, les experts entameront leur travail selon ce qui a été décidé lors de la réunion des deux délégations de haut niveau le 12 mars 2022 à Nouakchott", précise un communiqué du ministère mauritanien de l'Intérieur mercredi soir. La mission conjointe est chargée d'"établir les faits liés au tragique accident du 5 mars et prévenir les atteintes à la vie et aux biens des Mauritaniens", selon le texte. La Mauritanie avait haussé le ton contre son voisin le 8 mars en accusant son armée "d'actes criminels récurrents" sur son sol contre des Mauritaniens, à la suite de la disparition d'un certain nombre d'entre eux dans la zone frontalière. Les faits survenus les 5 et 6 mars dans la localité malienne d'El-Attaye demeurent obscurs. Mais des enregistrements sonores circulant sur les réseaux sociaux, attribués à des témoins oculaires mais non authentifiés, ont évoqué la disparition d'une trentaine de Mauritaniens. Un député a parlé d'au moins quinze morts. En janvier déjà, sept Mauritaniens avaient été tués dans le secteur. A l'époque, la question d'une possible implication de soldats maliens avait également été posée.

Source : AFP

lutte contre le terrorisme et la défense de l'intégrité du territoire malien.

Sidiki Dembélé / Source : Le Républicain

Barrage de Sélingué : La réalisation remise en question par un réseau de journalistes



Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale d'action pour les fleuves, rivières et autres cours d'eau, les membres du Réseau des Journalistes et Communicateurs pour l'Environnement et le Développement Durable du Mali (RNJCEDD) ont organisé une conférence de presse, le lundi 14 mars 2022, à la Maison des Jeunes. Le président et le vice-président du réseau ont mis l'accent sur l'importance des fleuves et des cours d'eau du Mali, tout en signalant que le barrage hydroélectrique de Sélingué est une catastrophe écologique pour le Mali et que sa construction a généré des pertes.

Si la construction du barrage de Markala a été bénéfique pour le Mali et lui a permis de combler des vides, tout en tenant compte de la protection de l'environnement, celui de Sélingué est une catastrophe écologique et sa construction a causé plus de tort à notre pays. Avant la construction de ce barrage à Sélingué, les bozos se servaient de fusil pour chasser les gros poissons qui peuplaient l'eau au niveau de cette ville. La construction du barrage qui n'a même pas laissé de passage pour les poissons a contribué à la destruction des poissons, a englouti des forêts ainsi que plusieurs autres dégâts sur notre environnement », a déploré le vice-président du Réseau des Journalistes et Communicateurs pour l'Environnement et le Développement Durable du Mali (RNJCEDD), Ibrahim Djonkoloni Coulibaly. Selon lui, lors de la célébration de cette journée, le réseau ne pouvait pas manquer l'occasion d'attirer l'attention des autorités maliennes et de la population sur les dommages de ce barrage qui, depuis sa construction et sa mise en service en 1980, n'a pas comblé les attentes des populations riveraines. Les préjudices du barrage de Sélingué sur l'environnement sont multiples et multiformes et leur réparation permettra à la ville de Sélingué de retrouver ses lustres d'antan et profitera à tous les Maliens, car ils tireront tous profits des bienfaits de l'eau dont le Mali a tant besoin en ces temps. « Ceux qui ont ordonné la construction de ce barrage doivent reconnaître leurs erreurs, les corriger pour la protection de notre environnement, car ce barrage est le plus gros crime contre l'environnement

Au Mali : La junte ordonne la suspension de la diffusion de RFI et France 24



Les deux médias français sont accusés par Bamako de « fausses allégations » après avoir dénoncé des exactions commises par l'armée malienne.

La junte malienne a ordonné, dans la nuit de mercredi 16 mars à jeudi, la suspension de la diffusion de RFI et France 24 au Mali en raison, selon elle, de « fausses allégations » d'exactions commises par l'armée malienne et rapportées par les deux médias français, a indiqué le gouvernement dans un communiqué. Le gouvernement malien « rejette catégoriquement ces fausses allégations contre les vaillantes FAMA » et « engage une procédure (...) pour suspendre jusqu'à nouvel ordre la diffusion de RFI (...) et France 24 », précise le communiqué signé du Colonel Abdoulaye Maiga, porte-parole du gouvernement, et transmis à l'AFP. Les émissions des deux médias se poursuivaient jeudi matin, a constaté l'AFP.

Source : Le Monde avec AFP

au Mali et s'il avait joué pleinement son rôle de barrage hydroélectrique, les délestages et les coupures seraient derrière nous. Mais hélas, c'est le quotidien des populations des villes dont il est censé servir en électricité », insiste-t-il. L'intervention de Cheick Dia, le président du Réseau des Journalistes et Communicateurs pour l'Environnement et le Développement Durable du Mali (RNJCEDD), a tourné autour des mesures cruciales qui doivent être mises en avant pour sauver les fleuves et les cours d'eau du Mali. Enfin, il a indiqué que la sensibilisation, qui est une arme pour un changement de comportement de la population malienne, sera le cheval de bataille des membres du réseau.

Moussa Samba Diallo / Source : Le Républicain

Journée Mondiale de l'Eau : Tous engagés pour un monde durable

Journée Mondiale de l'Eau : Tous engagés pour un monde durable. Chaque année, le 22 mars est l'occasion d'attirer l'attention du public sur les enjeux liés à l'eau, à travers la célébration de la journée mondiale. Cette année, les organisateurs ont lors d'une conférence tenue ce 16 mars 2022, dévoilé le thème. « Les eaux souterraines, rendre visible l'invisible ».

L'objectif étant d'attirer l'attention des décideurs et des acteurs du secteur sur l'importance de l'eau et de plaider en faveur d'une gestion durable des ressources en eau. La journée mondiale célébrée depuis 1993, est organisée cette année par le ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau en partenariat avec WaterAid. La capitale sénégalaise (Dakar) accueillera Le Forum Mondial de l'Eau du 21 au 26 mars 2022 qui se tient pour la première fois en Afrique subsaharienne. « La Sécurité de l'Eau pour la Paix et le Développement », c'est la problématique autour de laquelle débattront les acteurs. Par définition, les eaux souterraines sont l'eau que l'on trouve sous terre dans les aquifères, formations géologiques de roches, de sables et de



graviers où sont retenues des quantités d'eau importantes. « Au Mali nous avons un potentiel énorme de 2 milliards 720 millions de mètre cube de réserve statique avec 66 milliards de mètre cube renouvelable », a affirmé M. Diro Bocoum, Directeur National de l'Hydraulique. « L'eau souterraine est invisible, mais son impact est visible partout. À l'abri des regards, sous les pieds, l'eau souterraine est un trésor caché qui enrichit nos vies », assurent les acteurs.

Kadiatou Camara / Source : Journal du Mali

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali suite à la suspension de la diffusion de Rfi et de France 24 par le Gouvernement de Transition du Mali

LA MAISON DE LA PRESSE DU MALI PREND ACTE DE LA DÉCISION DE SUSPENSION DE LA DIFFUSION DE RFI ET DE FRANCE 24 PAR LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION.

La Maison de la Presse souhaite que cette décision inédite s'inscrit conformément aux lois et règlements en vigueur au Mali notamment la saisine de la Haute Autorité de la Communication (HAC). La Maison de la Presse invite à nouveau tous les médias nationaux et étrangers à davantage de RESPONSABILITÉ et d'œuvrer à soutenir les Forces Armées et de Sécurité dans le noble combat contre le terrorisme. La Maison de la Presse reste déterminée à défendre la liberté de la



Presse dans le cadre des intérêts supérieurs du Mali.

Bamako le 17 mars 2022

Le Président de la Maison de la Presse
Bandiougou DANTÉ





Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et
des Droits de l'Homme (MJDH)

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/trice sont :

1. Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
- Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
- Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

2. Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs ;
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les réglementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Économie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Le travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

CONDITIONS REQUISES

- Connaître l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs ;
- Maîtriser l'outil informatique

DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique (louologuem@oclei.ml).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

Journée Mondiale de l'Eau couplée au Forum mondial de l'Eau : Les acteurs s'engagent pour la réussite des deux évènements

En prélude de la célébration de la journée Mondiale de l'Eau qui se tiendra le mardi 22 mars prochain dans la capitale sénégalaise, Dakar, le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, à travers la Direction Nationale de l'Hydraulique, a organisé une conférence de presse à l'hôtel de l'Amitié de Bamako. C'était sous la présidence du Directeur National de l'Hydraulique, Djouoro Bocoum, en présence des partenaires techniques et financiers.



Dans sa résolution du 22 décembre 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré, le 22 mars de chaque année, « journée mondiale de l'eau ». La cérémonie commémorative qui se tiendra le mardi 22 décembre prochain, à Dakar, dans la capitale sénégalaise, sera couplée au Forum mondial de l'Eau. Portant sur les eaux souterraines, la journée mondiale de l'eau de cette année a pour thème : « les eaux souterraines : rendre visible l'invisible ».

Simultanément, cette journée sera célébrée avec le Forum mondiale de l'Eau sous le thème : « la sécurité de l'eau pour la paix et le développement ». En effet, ce forum qui enregistrera la présence de plusieurs hautes personnalités dont des ministres venus un peu partout dans le monde entier sera célébré, pour la première fois, en Afrique du 21 au 26 mars 2022 à Dakar.

En effet, cette conférence organisée par le mi-

nistère des Mines, de l'Eau et de l'Énergie a pour objectif d'attirer l'attention des décideurs et les autres acteurs et usagers sur l'importance et la nécessité de la préservation des Eaux Souterraines contre toute forme d'agression et de surexploitation.

« 2022 a été décrété au Mali, l'année de souterraines. La principale source d'approvisionnement en eau potable au Mali tout comme d'autres pays sahéliens est les eaux souterraines. Le Mali a un potentiel énorme de 2.700.000.000 de m³ (...) avec 66.000.000.000 de m³ renouvelable chaque année. Mais il y a des grands défis, notamment sa répartition géographique du nord au sud », a indiqué le Directeur National de l'Hydraulique, Djouoro Bocoum, à l'entame de son propos.

Selon le représentant du ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, « il a été décidé d'organiser au cours de ce forum, une journée du Mali à Dakar qui sera marquée par un panel

de très haut niveau ». Ce forum rassemblera, selon lui, les différents ministres de l'OMVS et les partenaires techniques et financiers pour renforcer la visibilité du secteur de l'eau et de l'assainissement au Mali. Le représentant du ministre poursuit en indiquant que le Mali est cité comme un modèle en matière de la gestion de la ressource en eau.

En outre, les eaux souterraines sont indispensables au bon fonctionnement des écosystèmes, selon lui, notamment des zones humides et des cours d'eau. « La surexploitation des eaux souterraines peut entraîner une instabilité et un affaissement des sols et, dans les zones côtières, une intrusion d'eau de mer sous la terre », a-t-il indiqué.

Ibrahim Djitteye

Source : Le Pays- Mali

Cercle de Bourem : La MINUSMA investit plus de 500 millions de Francs CFA

Le projet sur la stabilisation et la sécurisation du cercle de Bourem par l'installation de lampadaires solaires et l'électrification des radios locales a été remis le 14 mars 2022 aux autorités locales. Ce même jour, la MINUSMA a aussi financé cinq autres projets de maraîchage au profit des populations de Bourem.

Plus de 223 millions de Francs CFA ont été investis dans les deux volets du projet, l'équipement et l'électrification de dix radios communautaires de Taboye, Temera, Bamba et de la commune de Bourem et l'installation de 150 lampadaires solaires dans ces localités. Une contribution du Danemark au travers du Fonds fiduciaire de la MINUSMA pour la paix et la sécurité au Mali a permis d'apporter cet appui aux institutions et aux populations.

Les dix radios ont chacune été dotées de matériels professionnels pour la production (tables de mixage, microphones, ordinateurs portables et de bureau) ainsi que d'équipements pour assurer le bon fonctionnement et l'alimentation de ces matériels (humidificateurs et ventilateurs solaires). Les techniciens de ces radios ont bénéficié d'une formation pour l'installation et l'entretien des équipements. Ils ont en outre reçu chacun une boîte à outils pour la maintenance du matériel. « Cet important lot de matériels permet déjà et permettra aux radios du Cercle d'être plus proche des communautés pour mieux les informer, les éduquer, les sensibiliser. Il permettra aussi de faire face aux récurrentes pannes d'électricités que nous connaissons dans le cercle » a affirmé Ibrahim Moussa TOURE, le Directeur de la radioAadar de Bourem, l'une des radios bénéficiaires. « Je voudrais remercier la MINUSMA pour toutes les actions de développement menées en faveur des communautés du cercle de Bourem en général et des radios en particulier » a-t-il ajouté au nom de toutes les stations bénéficiaires avant d'adresser un message à ses confrères sur le sens de la responsabilité et du professionnalisme dans le traitement de l'information. « Une information non vérifiée avant diffusion peut être source de conflit. Nous devons éviter cela à tout prix surtout à l'heure des réseaux sociaux où les fakes news sont monnaie courante » a-t-il ajouté.



Pour le préfet de Bourem, Ibrahim ONGOIBA, « les radios de Bourem, sont bien outillées pour se mettre à l'écoute et au service de la population ». Il n'a pas manqué d'attirer l'attention des bénéficiaires sur l'utilisation des équipements. « Je vous demande de prendre soin de ces matériels et de ne pas les dévier de leurs objectifs » a-t-il souligné.

Développement et de réduction des violences intercommunautaires au profit de la population de Bourem

Cinq autres projets d'un montant de plus de 284 millions de Francs CFA dont trois sont destinés à réduire les violences intercommunautaires dans les localités de Moudakane, Tin Gahanane et dans la commune rurale de Bamba ont été lancés ce 14 mars. Il s'agit de forages solaires qui permettront aux communautés d'avoir un accès partagé à l'eau et de tisser des liens permettant de raffermir leur cohabitation.

Les femmes du village de Hawa verront leur autonomisation renforcée avec la réalisation d'un périmètre maraîcher de deux hectares comprenant un système d'adduction d'eau. Le cinquième et dernier projet est un forage solaire au sein du périmètre maraîcher de cinq hectares de la Coordination des Associations et ONG féminines du Mali (CAFO) de Bourem. Le maire de Bourem, Amadou Mahamane TOURÉ, a fait part de la reconnaissance de la ville à l'endroit de la MINUSMA pour l'ensemble de ces projets. Pour lui, « la ville de Bourem ne peut pas rester insensible à toutes ces actions ». Issa THIOUNE, Représentant du Bureau régional a indiqué que « la MINUSMA sera toujours présente à vos côtés et continuera à apporter son appui comme elle le fait depuis la signature en 2015 de l'Accord pour la paix ».

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Embargo sur le Mali : La CEDEAO prise à son propre piège !

La CEDEAO, organisation sous régionale qui a normalement la vocation à contribuer et soutenir la prospérité des pays membres, a récemment pris une mesure draconienne contre l'un des membres fondateurs. Le Mali a, en effet, été soumis à un embargo de la part d'une organisation dont il a posé les premières pierres.

A ce jour, sous le poids des sanctions imposées, l'État malien est acclamé, ici et là, pour la résilience dont il fait preuve au quotidien. On a constaté une augmentation des prix des denrées de première nécessité et un ralentissement de l'économie nationale. Les secteurs d'exportation, le coton notamment, auraient pu être en péril si la Mauritanie n'avait pas ouvert ses frontières. Mais les tensions actuelles entre les deux pays, à cause des accusations d'exactions qu'auraient commis les militaires maliens contre les civils mauritaniens, risquent d'affecter ce partenariat. Fort heureusement, les deux pays ont privilégié la voie de la raison, le Mali ayant promis des enquêtes. S'agissant des sanctions imposées à notre pays, les voisins ont pu constater qu'elles affectaient durement le commerce intra-communautaire au point que les décideurs de l'organisation sous-régionale questionnent l'utilité de cette mesure qui n'a pas eu les ef-

fets escomptés. En effet, l'embargo visait à contraindre le peuple malien à dénoncer les autorités de la Transition afin qu'elles forcent le retour à l'ordre constitutionnel. Mais au lieu d'emboîter le pas à la CEDEAO et s'opposer au pouvoir en place, les maliens ont joué à l'unisson et font preuve d'une grande résilience pour la sauvegarde de la souveraineté du pays. Finalement, on se retrouve dans la situation de l'arroseur arrosé. La CEDEAO, qui était dans son rôle en exigeant l'organisation des élections transparentes, risque de perdre la face et toute crédibilité si la situation perdure. Les pays membres, acculés par le recul du commerce au sein de l'espace communautaire, pourraient bien se désolidariser pour préserver leur économie.

Le Mali est un pays enclavé et moins industrialisé que la plupart de ses voisins. Par conséquent, son économie est en grande partie basée sur l'import substitution. Cela est bénéfique pour tous les pays côtiers voisins

qui profitent d'une sortie massive de nos devises. Le Mali étant également un grand éleveur, il approvisionne un certain nombre de pays limitrophe. Ces derniers s'auto-asphyxient en se privant des bienfaits des échanges avec notre pays. Il est vrai que les maliens souffrent et que le pays est au bord d'un gouffre financier. Mais le malien est habitué au système « D », comme débrouillard. Il pourrait bien s'habituer à la situation et cela remettrait en cause toute possibilité de pression sur les autorités de la Transition et donc retarder le retour à l'ordre constitutionnel.

En conclusion, cette situation de l'arroseur arrosé pourrait bien s'enliser. La CEDEAO, ayant tressé la corde qui servira à se pendre, serait contrainte d'accélérer le processus de négociation. Mais, compte tenu du fait que les autorités maliennes n'en démordent pas, on en veut pour illustration l'évolution de la relation avec la France vers un conflit assumé, les choses pourraient bien se compliquer d'avantage.

Enfin, la guerre en Ukraine vient accentuer les difficultés, les prévisions pour l'avenir étant très alarmantes. Si la famine annoncée se révèle réelle alors, le régime militaire malien pourrait être le dernier souci de la sous-région. Nous ne pouvons qu'encourager les parties à poursuivre les négociations entamées et à trouver très rapidement une issue salutaire.

Dr DOUGOUNÉ Moussa
Source : Le Pélican



Photo AMAP

Sanctions de la CEDEAO et Ramadan : Des consommateurs craignent une explosion des prix des produits

Flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés. A deux semaines du Ramadan, la cherté des produits inquiète les consommateurs. Le sac de 50 kg de sucre est cédé entre 24.000 et 27.000 FCFA.



A deux semaines du début du Ramadan, les prix des principales denrées alimentaires ont déjà pris l'ascenseur sur le marché. Le sac de 50 kg du riz est cédé entre 17500 et 19500 FCFA. Celui du sucre entre 24000 et 27000 FCFA. Le bidon de 20 litres d'huile est vendu entre 20000 et 23000 FCFA. Pourtant les produits alimentaires ne sont pas concernés par l'embargo imposé au pays depuis deux mois. Les clients demandent aux commerçants de baisser les prix, alors que ces derniers appellent les autorités à s'assumer.

A la boutique de Mamadou Niangandou, un commerçant demi-grossiste à Lafiabougou en commune 4 du district, des clients s'inquiètent de l'allure que prennent les prix des denrées alimentaires. « Nous constatons une augmentation. Car un kilogramme de sucre coûtait 500 FCFA », indique l'un d'entre eux. Il pense qu'en cette veille de Ramadan, les autorités doivent « revoir la situation ». « Ce sont des personnes pauvres comme moi qui en souffrent. Sinon d'autres peuvent l'acheter même à 1000 FCFA

», rétorque une ménagère. Elle ajoute qu'elle serait heureuse de voir une « réduction du prix du kilogramme de sucre à 400 FCFA ». « Un kilogramme de sucre à 550 FCFA, c'est vraiment exorbitant », explique un chef de famille. Non loin de là, un autre commerçant confirme que malgré la non prise en compte de ces produits par l'embargo, la hausse de leurs prix se fait sentir.

DES COMMERÇANTS INVITENT LES AUTORITÉS À S'ASSUMER

« Présentement, un sac de 50 kilogrammes de sucre coûte 26500 FCFA soit 550 FCFA par kilogramme », confirme un commerçant. Il souligne que le prix du lait a aussi augmenté. « Il était cédé à 2300 FCFA contre 2500 FCFA actuellement ». Selon notre interlocuteur, « le litre d'huile importé est à 1200 FCFA et l'huile locale à 1100 FCFA ». Pour lui « si les denrées ne font pas partis des sanctions, les autorités doivent s'assumer ». Toutefois, il reconnaît qu'eux les commerçants ont aussi leur part de responsabilité.

Les consommateurs appellent les autorités à prendre des dispositions pour que les prix puissent baisser avant le Ramadan. Rappelons que la Direction générale du Commerce, de la Concurrence et de la Consommation a entamé une opération de contrôle des prix, suite aux sanctions de la CEDEAO. Des consommateurs s'interrogent sur l'efficacité de ces mesures.

LANCEMENT DE LA FOIRE RAMADAN POUR SOULAGER LES CONSOMMATEURS

C'est dans ce contexte que la grande foire du Ramadan Hallal est prévue du 29 mars au 10 avril prochains au Centre International des Conférences de Bamako (CICB). L'objectif, selon les organisateurs, est de « rendre accessible les produits de première nécessité pendant le Ramadan ». Ils ont tenu une conférence de presse ce mardi 15 mars 2022 à Bamako, pour l'annoncer. Ils promettent l'accessibilité des prix au public.

Source : Studio Tamani

Relations franco-maliennes : La société civile largement soutenue

Leur importance, en Afrique particulièrement, n'est plus à démontrer. Car, engagé sur tous les fronts avec des moyens limités, l'État ne peut tout et toujours bien faire. Se trouvent donc justifiés les mouvements de la société civile. Considérés par Ki-Zerbo comme « les interprètes naturels et les catalyseurs des aspirations diffuses dans les masses », les mouvements de la société civile sont des « groupes moteurs », des véhicules de l'émancipation des peuples.

Aussi, pour mener des actions d'utilité publique, la société civile se doit être outillée, tant sur le plan des compétences que des moyens matériels. Or, sans but lucratif, le soutien des partenaires, nationaux et étrangers, lui est indispensable.

A ce sujet, plus de 342 millions de francs CFA ont été déboursés par la France pour subventionner des projets de la société civile malienne sur une période d'une année 2020-2021. Cette subvention a permis la réalisation de plusieurs projets, relatifs à l'autonomisation des jeunes et des femmes, à la lutte contre l'exclusion sociale, à l'inscription sur les listes

électorales etc. La pertinence et l'urgence de telles initiatives soulignent, à suffisance, le caractère précieux du soutien de la coopération franco-malienne. En effet, il n'est pas de semaine qui passe sans que soient déplorées la marginalisation des jeunes et des femmes, la privation des droits civiques de certaines personnes, pour diverses raisons (insécurité, défaut de documents d'état-civil etc.) Les rapports des ONG et les reportages télévisés nous le rappellent au quotidien

De ce point de vue, le soutien de la France permet de concrétiser des droits fondamentaux de populations maliennes, en l'occurrence, les droits au développement, à l'égalité et les droits civiques, sans lesquels la citoyenneté ne mérite pas ce nom. C'est une coopération à approfondir pour le plus grand bonheur des maliens et la crédibilité de la France. Comme on le sait, bien souvent, la France est critiquée de rester passive face aux détournements - par les politiques - des fonds qu'elle met à la disposition des populations. En collaborant avec les associations, le risque de détournement est minoré. Et les populations peuvent

mieux apprécier l'utilité de la coopération. Toujours dans le cadre de celle-ci, depuis 2017, on aura noté l'accompagnement d'une centaine d'associations, pour implémenter la citoyenneté responsable. Ce qui passe par des formations en gestion de projets, mobilisation de ressources. Et, surtout, la formation de journalistes et blogueurs pour détecter et contrer les fake news. Non contents d'égarer l'opinion, les fausses informations peuvent plomber les relations entre les communautés et dégrader les liens amicaux entre les Nations. Comme l'illustrent, récemment, les incidents subis par la communauté nigérienne en République de Côte d'Ivoire à la suite de la diffusion d'une intox faisant croire des sévices infligés aux ressortissants étrangers par la police nigérienne.

Dans un contexte africain, marqué par les discussions sous « l'arbre à palabre », la coopération française a permis d'initier les « grins franco-maliens ». Il s'agit, par cette initiative, de créer un cadre d'échanges franco-malien pour des solutions consensuellement dégagées et mutuellement bénéfiques. A cela, il faut ajouter notamment, le fonds de mobilité « Culture au Sahel » lancé en 2021 en soutien des déplacements des artistes sahéliens à l'occasion d'activités culturelles dans la sous-région.

Malik Wogo



Le PM à Ségou : Les opérateurs invités à approvisionner régulièrement le marché

Le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a présidé, le jeudi 17 mars 2022, la cérémonie d'ouverture de la session de l'Assemblée consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM).



En délocalisant cette première session ordinaire de l'Assemblée consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), le président de la chambre de commerce et de l'industrie du Mali vient de matérialiser une promesse. Toute la crème de la Chambre de Commerce et d'Industrie était de cette rencontre. Ce qui dénote que malgré les sanctions injustes et inhumaines infligées au Mali par la Cédéao et l'UEMOA, les opérateurs économiques accordent leurs violons pour aider les autorités maliennes à traverser cette zone de turbulence. Tel est le témoignage de leur soutien sans faille aux autorités de la Transition réaffirmé au cours de cette session délocalisée de façon inédite dans une région. Une première qui fera date dans les annales de l'histoire du Mali. Il importe de souligner que le secteur économique est mobilisé pour la relance des activités économiques.

Pour respecter l'une des valeurs cardinales de la culture malienne, le maire de Ségou, Nouhoum Diarra a souhaité la bienvenue à toute la délégation. Il a remercié le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali pour tous les efforts qu'il ne cesse de faire pour faire rayonner le secteur économique du Mali. Il a rappelé que cette première session de l'exercice 2022 se tient à un mo-

ment critique de la vie de la Comatex. Il a aussi salué la volonté du gouvernement à payer les arriérés de salaire des agents. Pendant la tenue de cette session, Ségou devient la capitale économique du Mali. Enfin, il a remercié chaleureusement le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta et le premier ministre, A l'entame de son intervention, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, Youssouf Bathily a magnifié le travail abattu par Ségou pour la réussite de cette session. « **Nous avons repris l'option de faire abriter des sessions de l'Assemblée Consulaire autant que possible, par nos délégations Régionales. L'objectif de cette dynamique est de permettre aux opérateurs économiques et les populations locales de vivre de plus près, ces activités statutaires de notre organisation consulaire** », a-t-il dit.

Selon Bathily dès son élection le 11 mars 2021, il a dédié ce mandat au consensus car il est effectivement le fruit du consensus qu'il a prôné afin de créer une réelle synergie au sein du secteur privé. « **Je voudrais aussi souligner que la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali fournit beaucoup d'efforts dans l'encadrement des opérateurs économiques afin d'assurer une**

meilleure relance de notre économie nationale et assurer un bon approvisionnement du pays surtout en ces moments. C'est ainsi que toujours en soutien aux efforts des autorités de la transition, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali a participé à plusieurs missions conjointes avec les autres Chambres consulaires, les groupements professionnels et les services techniques de l'Etat, dans plusieurs pays disposant d'un potentiel d'investissement et des corridors de desserte. L'objectif de ces missions est de trouver les solutions urgentes pour assurer la disponibilité des biens et des services à moindre coût pour notre pays », a-t-il dit.

A en croire, le président Youssouf Bathily, la Chambre de commerce et d'Industrie du Mali avait demandé l'acquisition d'une parcelle de 50 hectares dans la zone économique aéroportuaire en vue de la réalisation d'un centre commercial multifonctionnel moderne avec des mall et des grandes surfaces aux standards et normes internationaux Certes, les autorités de l'époque avaient donné leur accord de principe. « **Mais malgré, les multiples démarches, ce dossier n'a pas suivi d'évolution et est resté bloqué. Ces projets restent donc d'actualité et ont été reconduits de ce fait dans le plan de mandature 2021- 2025. Raison pour laquelle nous sollicitons aujourd'hui, auprès du gouvernement de la Transition, cet accompagnement nécessaire à la réalisation de ces grands projets** », a-t-il sollicité.

Avant de conclure ses propos, Youssouf Bathily a exhorté les importateurs, les grossistes, les demi-grossistes et les détaillants à mettre les bouchées doubles afin d'assurer le ravitaillement correct de l'ensemble des populations de notre pays, en denrées et produits de première nécessité.

Le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga,

a saisi l'occasion pour s'incliner devant la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires de la crise que connaît le Mali, et de saluer la bravoure des forces de défense et de sécurité qui enregistrent une série de victoires éclatantes sur les forces du mal depuis plusieurs semaines, confirmant ainsi leur montée en puissance. Au nom du chef de l'Etat, le Premier ministre a exprimé la gratitude de la nation aux opérateurs économiques pour leur dévouement à la cause du développement économique et social du Mali. Subséquemment, il les a exhorté à persévérer dans leur engagement pour un meilleur approvisionnement du marché national en denrées de première nécessité avant, pendant et après le mois de ramadan qui commence début avril s'il plait à Dieu. **« Ceci permettra, j'en suis convaincu, de soulager nos populations durement éprouvées par les crises multidimensionnelles auxquelles elles sont soumises depuis des années »**, a-t-il souligné.

Dr Choguel Kokalla Maïga a rappelé que la présente session ordinaire de l'Assemblée consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali se tient à un moment difficile pour l'ensemble des pays du monde et plus particulièrement pour les pays, en développement comme le Mali. Malgré cette situation de crise tous azimuts, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali a pu renouveler ses organes, il y a de cela tout juste un an, dans un climat de concession mutuelle, de convivialité, de sérénité et de fraternité. Après cette étape importante, le bureau de l'organisation faïtière du secteur privé a décidé de réunir les membres (titulaires et suppléants) de l'assemblée consulaire dans la capitale des Balanzans, c'est-à-dire hors de Bamako. Ce qui n'est pas une première, mais revêt, dans le contexte actuel de notre pays, une signification particulière, digne d'intérêt à plusieurs titres.

Et de poursuivre : cette session intervient, dans un climat particulièrement délicat où des sanctions illégales, illégitimes et inhumaines ont été décidées par la CEDEAO et l'UEMOA à l'encontre de notre pays, cela depuis le 9 janvier 2022. Malgré cette situation de crise, les acteurs du secteur privé national n'ont pas courbé l'échine. Au contraire, les opérateurs économiques maliens ont redoublé d'effort afin que nos populations ne manquent de rien,



en dépit de ces sanctions inhumaines infligées à notre peuple et à ses dirigeants.

Occasion inouïe pour le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, de féliciter le Président et l'ensemble des membres du Bureau de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, ainsi que tous les importateurs et exportateurs, pour avoir travaillé à l'approvisionnement régulier du pays en produits et denrées de première nécessité. **« Comme vous le savez, la situation mondiale est caractérisée par une tension sans précédent qui va, sans nul doute, impacter sur les prix des produits de grande consommation. Ainsi, il faudra, dès à présent, informer et sensibiliser nos populations afin qu'elles se préparent à plus de résilience, mais aussi, à plus de solidarité. En tout état de cause, le Gouvernement, sous la très Haute Autorité du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, ne ménagera aucun effort pour soulager les populations à passer cette période qui risquera de connaître de fortes tensions au niveau des prix, y compris celui des denrées de première nécessité et des hydrocarbures »**, a-t-il dit.

En véritable chef de famille, Dr Choguel a lancé un vibrant appel à l'ensemble des opé-

rateurs économiques du Mali à veiller à l'approvisionnement régulier du pays en produits de qualité et à des prix abordables pour le bien-être des populations. **« Vous aurez à examiner, l'état d'exécution du budget 2021, le projet de budget 2022 et le projet de programme d'activités 2022 du Bureau de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, au titre de la Mandature 2021-2025. Vu l'importance des points inscrits à l'ordre du jour, je vous invite à un examen minutieux des documents qui vous sont soumis »**, a-t-il conclu avant de déclarer, ouverts les travaux de cette session. La cérémonie a enregistré la présence du ministre du Développement rural, Modibo Koné, du président de la la Chambre de Commerce et d'Industrie Mali, Youssouf Bathily, du gouverneur de la région de Ségou, du président de l'Office du Niger Abdel Kader Konaté dit Empé, du maire de la Commune urbaine de Ségou, Nouhoum Diarra, du président de la délégation régionale de la CCIM de Ségou, Ibrahim Doucouré et des autorités administratives et coutumières de la cité des Balanzans.

■ Ibrahim SANOGO
ENVOYÉ SPÉCIAL

Accord d'Alger : Le jeu de cache-cache des groupes armés du Nord



Les groupes armés du Nord nourriraient-ils aujourd'hui des velléités de rupture avec le gouvernement malien ? On ne saurait ne pas poser la question, vu l'activisme de mauvais alois nourrit en leur sein depuis quelques semaines. Ils viennent non seulement de décider de l'ouverture des postes de contrôle et de sécurité dans les régions du nord, mais pas que cela. Car de plus en plus, ils disent en chœur réaffirmer leur volonté de faire valoir leur droit à l'autodétermination. Dans une décision 002/2022/CDS-CSP portant réouverture des postes de sécurité dans les zones qui sont sous leur contrôle, le chargé des questions de défense et sécurité au sein du CSP en comité d'orientation politique décide « vu la rencontre de Kidal du 3 au 5 juillet 2021 portant création du CSP ; vu la déclaration de la rencontre du CSP en janvier 2022 à Kidal portant suspension des postes de contrôle sur les axes des zones sous contrôle

CSP jusqu'à nouvel ordre ; vu la réunion de concertation du CSP/CSPR tenue à Talatayte le 9 mars 2022 portant sur la nécessité de réouverture des postes pour la sécurisation des personnes et de leur biens ; vu la nécessité du service, décide la réouverture des postes de contrôles et de sécurité dans les régions de Kidal, de Ménaka, de Gao et de Tombouctou.

Pour la région de Kidal, il y aura 15 postes à savoir : les postes de Kidal, d'Issouk, de Tin-zawatene, de Talahandak, de Tin Tiska, d'Ikadawatene, d'Infarak (Frontière), d'Inabag, de Tihandjirene (Achif Noghsij), d'Infarak (Eradbedji), de Tidoumane, d'Anafif, de Djounhane, de Tabalot, de Koniba. Sept (7) pour la région de Ménaka ; sept (7) également pour la région de Gao, et enfin quatre (4) postes pour la région de Tombouctou avec possibilité de création d'autres postes de contrôle et de sécurité. Selon la décision, chacun des postes doit ré-

pondre à certain nombre de critères, dont entre autres : avoir une décision de sa mise en place auprès d'un mouvement CSP/CSPR ; assurer le contrôle et la sécurité des personnes et des biens sur la zone à sécuriser, et enfin le respect à la hiérarchie et du commandement au sein du CSP/CSPR ».

Avant cette décision, c'est la CMA qui, dans son communiqué N°03/CD/CMA/2022 du 03 mars, annonçait la couleur. Ainsi son Comité Directeur s'est réuni en session extraordinaire du 28 Février au 3 mars 2022 à Kidal, sous la présidence de Monsieur Bilal Ag Acherif, Président en Exercice de la CMA, en présence de ses homologues Alghabass Ag Intalla et Ibrahim Ould Handa pour décider au titre de la redynamisation de l'organisation interne de la CMA et du renforcement de la cohésion entre elle et les autres mouvements « inviter ses mouvements au respect scrupuleux de la Charte de la Coordination , réitérer son

soutien et son accompagnement à tous les mouvements membres de la CMA et demeure attentive aux aspirations profondes du peuple de l'Azawad dans sa quête d'un lendemain meilleur, notamment de faire valoir son droit à L'AUTODÉTERMINATION, demander aux populations de l'Azawad de soutenir le CSP dans ses idéaux de paix et de cohésion pour faire face aux nombreux défis de l'heure et rester fidèle aux engagements qui lient la CMA aux autres mouvements de l'Azawad.

Au titre de l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger le même Comité Directeur « - Regrette l'absence totale de progrès dans la mise en œuvre de l'Accord durant cette période de transition qui vient d'épuiser sa période d'existence "légal" ; - Rappelle que la mise en œuvre de cet accord a souffert de la mauvaise foi du gouvernement malien malgré sa prise en compte par la charte de la transition ; - Regrette et dénonce une posture médiatique autant belliqueuse que diffamatoire, portée par des membres de la haute sphère étatique et qui sont de nature à entretenir une confusion autour de sa mise en œuvre... ».

Le Comité Directeur de la CMA invitait aussi « le gouvernement malien à clarifier instamment et de façon claire et officielle sa position définitive par rapport à l'application de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger ; - rappelle au Gouvernement, à l'opinion nationale et internationale que l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger est un engagement politique et juridique assumé par toutes les parties signataires et est le seul lien entre le Gouvernement et les Mouvements de l'Azawad ; - Appelle la médiation internationale à noter cette demande de clarification et à prendre acte du contenu d'une potentielle réaction du Gouvernement de Transition et/ou de son silence ».

Enfin, dans la déclaration finale de la rencontre du Cadre Stratégique Permanent (CSP) tenue à Gao du 16 au 17 mars 2022, et sous la signature de Bilal Ag Acherif, on retient : « Le 16 mars 2022 à Gao, s'est tenue une rencontre de toutes les parties à l'Accord de Principe de Rome (CSP, Gouvernement, Plateforme). Au cours de cette réunion, les parties ont convenu de la nouvelle appellation CSPR, mais les divergences autour de sa présidence ont empê-

ché la mise en place d'un organe consensuel. Ainsi, tout en restant fidèle à ses engagements et tout en restant ouvert au dialogue, le CSP se voit dans l'obligation juridique de procéder à la passation de service entre son Président entrant et sortant avant le 19 mars 2022.

C'est ainsi que Monsieur Bilal Ag Acherif, Président en Exercice de la CMA a passé le flambeau à Monsieur Fahad Ag Almahmoud, Président de la Plateforme pour un mandat de six (6) mois, avec Monsieur Ibrahim Ould Handa, Secrétaire Général du MAA-CMA, comme Vice-président. Les membres actuels du Comité d'Orientation Politique continuent la gestion des affaires courantes en attendant la formation d'un nouveau bureau... ».

En des termes plus clairs, les groupes armés du Nord viennent de gruger le gouvernement malien en procédant, en l'absence de consensus et d'un bureau, à la passation de service à la tête de cette structure entre Bilal Ag Acherif et Fahad Ag Almahmoud. Au gouvernement malien d'en tirer les enseignements !

■ Yama DIALLO



Refondation de l'État : Le projet de cadre



3 jours durant, (les 15, 16 et 17 mars 2022) s'est tenu, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), l'atelier sur l'avant-projet du Cadre stratégique de la Refondation de l'État et son Plan d'Actions. Placé sous la présidence du Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, Monsieur Ibrahim Ikassa Maïga avec la présence d'autres membres du Gouvernement en l'occurrence le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Colonel Abdoulaye Maïga, Ministre des Transports et des Infrastructures, Madame Dembélé Madina Sissoko, Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Monsieur Andogoly Guindo, le Ministre Délégué auprès du Premier ministre, chargé des Reformes politiques et institutionnelles, Madame Fatoumata Sékou Dicko et Mi-

nistre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Monsieur Bakary Doumbia.

Les participants dudit atelier ont examiné et validé le projet de cadre stratégique et son plan d'actions.

Dans la présentation du projet de Cadre stratégique de la Refondation de l'État, Monsieur Ahmed Mohamed Yahya, Commissaire au Développement Institutionnel, a rappelé le contexte d'élaboration du projet de Cadre stratégique de la Refondation de l'État et son projet de plan d'actions, avant de mettre l'accent sur le processus des Assises Nationales de la Refondation de l'État. La vision de la Refondation est « **un Mali bien gouverné, sécurisé et stable, soucieux du vivre ensemble et respectueux des droits de l'Homme et des valeurs socio-culturelles** » a été rappelée

ainsi que les cinq (5) axes stratégiques et les objectifs.

L'objectif général du cadre stratégique est « **d'assurer un véritable processus de refondation du Mali à travers la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation** ». Les principes directeurs et les organes de pilotage et de suivi-évaluation ont été également au cœur de cet atelier, ainsi que les sources de financement.

Enfin, le Commissaire a rappelé la pertinence d'élaborer un plan de communication pour accompagner la mise en œuvre du Cadre stratégique de la Refondation de l'État.

Les participants répartis entre cinq (05) groupes de travail en fonction de leurs domaines de compétence respectifs, ont travaillé sur les (05) axes stratégiques, comme suit,

notamment, Groupe 1 (Axe 1 Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles), Groupe 2 (Axe 2) Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et cohésion sociale, Groupe 3 (Axe 3) Croissance économique et Développement durable, Groupe 4 (Axe 4) Capital humain et Inclusion sociale et enfin Groupe 5 (Axe 5) Jeunesse, Sport, Culture et Construction citoyenne.

Après les plénières, il a été procédé aux recommandations suivantes : décliner le Plan d'Action de la stratégie en 2 phases de 5 ans, prévoir l'évaluation à mi-parcours et finale de la mise en œuvre du Plan d'Action et les revues annuelles, établir un chronogramme de rencontres des services techniques pour l'estimation des coûts des actions, la fixation des cibles annuelles, la situation de référence, l'identification d'indicateurs de résultat, procéder à l'analyse de cohérence et de priorisation des actions du CSRE en lieu et place de la reconduction in extenso des recommandations des ANR, veiller au respect du caractère indépendant du dispositif de suivi-évaluation, conformément aux recommandations des ANR, rendre visible et lisible le genre dans les principes directeurs, et enfin, mettre en place un



comité technique de finalisation du Cadre stratégique de la Refondation de l'État et son Plan d'Actions.

Le ministre Ibrahim Ikassa Maiga, avant de

clure la cérémonie, a salué le sérieux, l'expertise et la maîtrise du sujet par les participants.

■ **Karamoko B Keita**



Bamako : Veille de Ramadan ou la saison des mariages

A quelques semaines du mois de Ramadan, prévu pour le début du mois d'avril, les mairies et centres secondaires d'Etat civil de la capitale sont remplis, les jeudi, samedi et dimanche, devenus des jours de mariage au Mali, surtout à Bamako. On y voit des embouteillages monstres et encombrants partout sur les routes à travers la ville. Ainsi, la circulation est régulièrement perturbée par ces cortèges de mariage. Aussi, les Monuments et les Espaces verts sont remplis par les mariés et leurs compagnons pour la séance des photos. Egalement, les grands hôtels et les espaces de loisirs sont animés.

La célébration des mariages en cette période de veille de Ramadan est devenue une tradition, voire même une obligation dans notre milieu social. Ainsi, pour de nombreuses personnes, c'est l'occasion d'entamer une nouvelle vie en se mariant en ce mois béni. Pour d'autres, il s'agit de trouver une femme pour préparer la bouillie «monitobila» pour la rupture de jeûne.

Pour en savoir davantage, nous sommes allés à la rencontre de quelques mariés et leurs témoins. C'était ce dimanche 13 mars 2022 au centre secondaire d'état civil de Niamakoro, en commune VI du district de Bamako. Ainsi, pour Kassim Doumbia, parent de la mariée

Maténé Doumbo, «il n'y a pas un temps pré-défini par l'islam pour célébrer un mariage. » Pour lui, toutes les périodes de l'année sont bonnes pour célébrer un mariage. Mais, ajoute-t-il, beaucoup de gens le font à la veille de Ramadan parce que c'est devenu une habitude ou encore parce qu'ils ont vu d'autres personnes le faire. Certains, par contre, pensent que c'est le moment idéal de souhaiter la bienvenue à leur «monitobilaw». En plus, ajoute notre interlocuteur du jour Kassim Doumbia, d'autres le font parce que c'est un mois sacré et béni. « Sinon l'islam, comme je le disais, n'a pas exigé de moment spécifique pour la célébration du mariage », a-t-il dit. Il

rappelle que le souhait de l'islam, c'est le mariage réussi où les couples se marient selon la loi du Coran et vivent heureux.

Par ailleurs, cette période est charnière surtout pour les mairies secondaires, dit le maire délégué au centre d'état civil de Niamakoro, Seydou Racine Diallo. «Du 1er au 13 mars 2022, j'ai officié trente mariages et vingt-sept déclarations de mariage sont sur les tableaux d'affichage pour la semaine suivante», a-t-il déclaré. Aussi, à l'en croire, quatre-vingt-quatre mariages ont été célébrés durant les mois de janvier et février derniers. Par la suite, M. Diallo nous expliquera que le nombre de mariages va augmenter toujours d'ici la fin de ce mois de mars.

Même constat au Centre secondaire d'état civil de Yirimadio où le Maire, Mamadou Coulibaly, nous déclare avoir enregistré plus de cinquante mariages au cours d'une même semaine, en ce mois de mars 2022.

Il importe de souligner que ce jour, 13 mars 2022, le Centre secondaire d'état civil de Yirimadio a célébré cinq mariages dont un couple a opté pour la monogamie.

Soumaila Sagara, stagiaire
Source : Le Républicain



Grâce à la guerre en Ukraine : Boris Johnson se débarrasse pour le moment du scandale «Partygate»

Au Royaume-Uni, la guerre en Ukraine a totalement mis sous le tapis deux mois de crise politique. Depuis décembre, le Premier ministre Boris Johnson est menacé d'être poussé vers la sortie à cause du Partygate, en référence à ces fêtes multiples organisées à Downing Street alors que la population était confinée en raison du Covid-19. Mais désormais, la classe politique veut accorder au Premier ministre un peu de répit, opposition incluse : « il est important de nous montrer unis ».

« Nous avons besoin de Boris Johnson à sa place, à la tête le pays », a déclaré mercredi 16 mars au soir Andrew Bridgen, un député conservateur qui réclamait à grand bruit la démission du Premier ministre depuis le mois de janvier. « Je reste consterné par le "Partygate", a déclaré l'élu, mais il se-

rait nombriliste d'organiser une élection interne pendant cette guerre. »

Andrew Bridgen a confirmé avoir retiré sa lettre de défiance à l'encontre de Boris Johnson. La semaine passée, le chef des conservateurs en Écosse, Douglas Ross, premier cadre du parti à avoir réclamé le départ du Premier mi-



nistre en début d'année, avait déjà annulé son propre courrier. Le parti conservateur semble donc plus éloigné que jamais de rassembler 54 de ces lettres, quorum nécessaire pour organiser un vote de défiance contre Boris Johnson. Quant à l'opposition, même le leader du parti travailliste Keir Starmer refuse depuis le début du conflit de réitérer ses appels à la démission. « Il y a un problème de confiance, rappelle-t-il, mais face à la Russie, il est important de nous montrer unis. » L'enquête policière sur les fêtes à Downing Street est toujours en cours.

Source : RFI

Guerre en Ukraine : L'Afrique s'organise face aux risques de crise alimentaire

L'offensive russe en Ukraine, commencée le 24 février, a déjà fait plus de trois millions de déplacés. Et son impact sur la sécurité alimentaire inquiète, car la Russie et l'Ukraine pèsent pour un tiers des exportations mondiales de céréales. Et une part importante est destinée au continent africain et au Liban. Face à des risques graves de crise alimentaire, les États du continent multiplient les mesures pour tenter de limiter l'inflation et les ruptures de stocks.

L'Algérie est le dernier pays en date à prendre des dispositions face aux risques de crises alimentaires en lien avec la guerre en Ukraine. Elle fait déjà face à des tensions de certains produits alimentaires sur ses marchés et a donc décidé ce week-end d'interdire l'exportation de produits de consommation dont la matière première est importée. Le sucre, les pâtes ou encore la semoule sont concernés. Un projet de loi est même en cours d'élaboration pour pénaliser ces exportations, considérées comme « un acte de sabotage de l'économie nationale ». Même type de restrictions en Égypte, plus gros

importateur mondial de blé. Les pays d'Afrique tentent de préserver leurs ressources alimentaires et cherchent à limiter l'inflation. Des mesures ont ainsi été prises ces dernières semaines par le Bénin, la Côte d'Ivoire ou encore le Mali. Dans certains pays comme le Nigeria, des appels à agir se font entendre. Le milliardaire Aliko Dangote s'est dit inquiet d'une pénurie de maïs et plus largement d'une crise alimentaire « imminente ». Les analystes prévoient une inflation importante de certaines denrées alimentaires sur le continent. Le Soudan, par exemple, connaît déjà des marches contre la vie chère.



La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) estime que 28 millions de personnes dans la région pourraient se trouver en insécurité alimentaire. Le continent a déjà été affecté par la crise du Covid-19. Le conflit ukrainien vient exacerber ces problématiques de dépendance alimentaire et de certains produits manufacturés. Alain Sy Traoré est le directeur de l'agriculture et du développement rural à la commission de la CEDEAO. Pour lui, deux phénomènes majeurs sont à prévoir avec ce nouveau conflit : l'augmentation des prix des engrais et la diminution des stocks de céréales avec la cessation des importations de céréales d'Ukraine et de Russie. Il ne cache pas son pessimisme : « Les stocks sont à leur plus faible niveau. (...) Que ce soit pour les engrais ou pour les céréales, nous sommes à une période où les commandes auraient normalement déjà dû être passées »

Source : RFI

Coupe du monde 2022 : La liste du Maroc pour les barrages face à la RDC

Vahid Halilhodzic, le sélectionneur de l'équipe du Maroc, a dévoilé une liste de 26 joueurs convoqués pour affronter la RD Congo, les 25 et 29 mars, en barrages d'accès à la Coupe du monde 2022. Un groupe quasi-identique à celui qui a disputé la CAN 2021, sans Hakim Ziyech mais avec Abdessamad Ezzalzouli, également convoité par l'équipe d'Espagne.

L'équipe du Maroc compte bien disputer sa deuxième Coupe du monde de suite, fin 2022 au Qatar. Pour y parvenir, elle ne pourra pas compter sur le défenseur Noursair Mazraoui et sur le meneur de jeu Hakim Ziyech. Absents de la dernière Coupe d'Afrique

des nations (CAN 2021), les deux stars ont refusé de revenir en sélection. Leurs cas doivent désormais être laissés de côté, a estimé Vahid Halilhodzic, le sélectionneur des Lions de l'Atlas, ce 17 mars 2022.

Pour venir à bout de la RD Congo, en barrages

d'accès au Mondial 2022, le 25 mars à Kinshasa puis le 29 mars à Casablanca, le technicien bosnien a convoqué 26 joueurs dont les quatre cinquièmes étaient présents au Cameroun. Les cadres sont là, du gardien de but Yassine Bounou au feu-follet Sofiane Boufal, en passant par le latéral Achraf Hakimi ou le milieu de terrain Sofiane Amrabat.

Abdessamad Ezzalzouli avec le Maroc ?

Fait marquant, la convocation d'Abdessamad Ezzalzouli. Ce milieu âgé de 20 ans, pensionnaire du FC Barcelone, est également convoité par l'équipe d'Espagne. Cèdera-t-il aux sirènes de son pays d'adoption ou jouera-t-il pour sa patrie de naissance ? Retenu pour la CAN 2021, l'intéressé avait temporisé...

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous maîtriserez votre sujet, vous réaliserez des performances, mais vous ne serez plus certain de vous épanouir dans votre secteur d'activité. Vous creuserez des idées, mais il vous faudra du temps pour définir une nouvelle ligne d'orientation.

Matériellement, tout semblera vous sourire, mais vous culpabiliserez à cause de certains jaloux. Évitez les bras de fer sur des questions financières. Vous aurez mieux à faire pour gagner de l'argent que de perdre votre temps à régler des différends.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les relations de travail vous donnent des pistes. Vous aimeriez faire une activité valorisante. Saturne en Capricorne impose des concessions ! L'activité peut vous irriter. Une désorganisation règne dans votre service. Elle pénalise votre productivité.

Des accessoires pour un sport ou un voyage créent des dépenses. Malgré des charges importantes, il vous reste des fonds pour exercer vos loisirs. Vous pourriez craquer pour des articles chers. Un peu de culpabilité pourrait suivre après l'achat !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourrez compter sur l'appui d'un collègue pour apporter les corrections nécessaires à votre travail. Sur ses conseils, vous allez progresser, tant au niveau de la vitesse d'exécution que sur le plan de la qualité. Vous lui devez une fière chandelle.

Côté argent, vous passerez à la vitesse supérieure... Changement de poste, création d'entreprise, vous ferez de votre mieux pour accroître votre patrimoine. Sous les bons auspices de la configuration planétaire Lune-Saturne, ça va pulser et payer !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous évoluez dans un environnement professionnel sain, cependant il se peut que certaines modifications viennent troubler votre routine de travail. Un petit stress commence à monter, vous avez du mal à vous concentrer. Vous êtes nerveux.

Dans la journée, votre banquier peut vous faire la surprise de vous appeler pour vous proposer un placement intéressant. Pour assurer votre avenir, vous sautez sur l'opportunité qui vous est offerte, cela semble être une bonne solution.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne recherchez pas les honneurs, mais la reconnaissance à sa juste valeur du travail accompli. Or, vous aurez l'occasion de marquer un grand coup et d'avancer. De ce fait, vos attentes seront récompensées, parfois au-delà même de vos espérances.

Du côté de vos sous, si vous n'y prenez garde, vous risquerez fort de réaliser des opérations financières, qui vous feront perdre de l'argent, sans espoir de récupérer votre pécule. Méfiez-vous de certaines affaires juteuses qui s'avèreront foireuses.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Un manque d'autonomie dans votre poste vous incite à partir. Vous désirez prendre le large. Pour postuler ailleurs, vous multipliez les démarches. Pour le moment, vous pouvez avoir une fonction momentanée. Le remplacement d'un collègue est possible.

La prudence s'impose ! Vous devez être regardant sur les prix ! Comparez les tarifs et réfléchissez à vos priorités. Des surprises peuvent arriver. Des factures majorées ou oubliées risquent de se présenter ! De la contrariété survient devant le budget !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Dans votre milieu professionnel, un bras de fer planétaire éclatera. De votre côté, vous pourrez compter sur les appuis respectifs de la Lune et de Saturne. Néanmoins, le combat sera extrêmement serré. Ami Balance, tablez plutôt sur un match nul...

La conjonction Lune-Saturne annoncera le retour des beaux jours dans vos finances. Vous aurez même l'impression que votre trésorerie sort d'une période hivernale et entame le dégel. Aujourd'hui, pour vos sous, ce sera le printemps avant l'heure...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Cher ami Scorpion, au bureau, vous n'êtes pas d'humeur à supporter les critiques des uns et des autres, alors vous préférez faire comme si vous n'entendiez rien. Vous restez dans votre bulle. Il ne faut surtout pas venir vous chatouiller.

Un contrat mal négocié ou une dépense d'argent plus importante que prévu, et vos finances crient « au secours » ! Commencez par prendre conscience qu'une gestion cadrée et minutieuse s'impose. Aujourd'hui, il n'y a pas d'autres solutions.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Plus ambitieux que jamais, vous vous battez pour votre carrière. Rien ne pourra freiner ou arrêter votre élan, votre progression. Votre endurance vous permettra de tenir la longueur. Votre objectif sera de prouver que vous serez la personne indispensable.

Ne souhaitant plus vous laisser faire, vous n'hésitez pas à réclamer votre dû sans aucun scrupule si l'on vous doit de l'argent. Après tout, votre méthode sera la bonne, puisque vous obtiendrez rapidement de bonnes nouvelles à votre demande.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aimeriez changer d'activité. Il n'est pas trop tard pour amorcer un virage. Privilégiez la réflexion. Gare aux tentations de poste alléchant ! Un collègue pourrait vous aider. Cet appui vous encourage. Mais ne signez pas encore de contrat, attendez.

Les petites dépenses se cumulent aux charges. Vous craquez sur les accessoires. Pensez à faire des économies en rognant sur d'autres frais. En ce moment, votre train de vie est important. Les revenus fondent à vue d'oeil ! Gardez un fond de trésorerie.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Ami Verseau, vous souhaitez effectuer un travail qui puisse servir la collectivité. C'est pourquoi vous pourriez vous tourner vers deux secteurs qui vous tiennent à coeur : le médical et la recherche ! À votre éprouvette ou à votre stéthoscope...

Avec vos économies, vous agirez en adulte ! En la matière, votre adolescence sera derrière vous... Que votre pécule financier provienne de la sueur de votre front ou d'un héritage de votre famille, vous serez autant comptable de vos succès que de vos erreurs.



Poisson (19 février - 21 mars)

Certaines personnes pourraient bien vous mettre des bâtons dans les roues, vous devez être prudent. En cas de conflit, cher natif, prenez les dispositions qui s'imposent. Ne tardez pas à réagir. Heureusement, vos initiatives s'avèrent payantes.

Vous êtes inquiet à cause de la situation de vos comptes, il n'y a pas de quoi. Certes, vous manquez d'un peu de recul, mais vous avez largement rattrapé vos erreurs. Ne vous engagez pas avec un nouveau crédit. Pour cela, attendez des jours meilleurs.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23